

Annexe II

Fiche de renseignements sur les candidats postulant à des organes créés en vertu
d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme
**(Prière de respecter le nombre de lignes indiqué dans le présent formulaire et
de le renvoyer par courrier électronique en version Word)**

Nom et prénom: Bocar Oumarou

Date et lieu de naissance: 25 mai 1954 à Kirchamba (Diré)

Langues de travail: Le Français

**Situation/fonction actuelle:
(5 lignes au maximum)**

Inspecteur des Services Judiciaires

Consultant pour mener des expertises et assistance technique de manière temporaire

Formateur occasionnel notamment en renforcement des capacités
des professionnels en exercice

**Principales activités professionnelles:¹
(10 lignes au maximum)**

J'exerce actuellement les fonctions d'Inspecteur des Services Judiciaires qui consistent à procéder à l'inspection systématique des juridictions et autres services relevant du Département de la justice pour examiner le fonctionnement des structures, la qualité de la prestation des services, la qualité des décisions rendues, le traitement des dossiers et d'une manière générale la situation globale de la juridiction et son environnement. Ces inspections systématiques sont également l'occasion de fournir des conseils sur les aspects techniques, méthodologiques, déontologiques et éthiques aux magistrats et autres personnels, en exercice.

Je mène aussi des investigations sur des faits signalés commis par des acteurs de justice

**Etudes:
(5 lignes au maximum)**

Diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (Science Juridiques) Bamako-Mali

Diplôme de l'Ecole Nationale de la Magistrature (Section Internationale) Paris-France

Diplôme d'Etude Approfondie (DEA) en Sciences Criminelles et Droit pénal (Toulouse Doctorat en Droit Pénal et Sciences Criminelles (Université des Sciences Sociales – Toulouse – France)

¹ Il y a lieu de noter que les membres du Comité des droits de l'enfant doivent participer chaque année à trois sessions (janvier/février, mai/juin et septembre/octobre) d'une durée de trois semaines chacune; en outre, aussitôt après chaque session, un groupe de travail de pré-session se réunit pendant cinq jours ouvrables afin de préparer la session suivante. Le Comité siège donc à Genève au total 12 semaines par an.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:
(10 lignes au maximum)**

Pendant plusieurs années, nous avons eu l'occasion de travailler avec le bureau de l'UNICEF (Mali-Bamako) en qualité de consultant – Expert en Droit de l'Enfant.

Nous avons mené l'étude sur l'harmonisation de la législation nationale à la convention relative aux Droits de l'Enfant. Cette étude a passé en revue l'ensemble de la législation nationale pour déceler les contrariétés, les vides et proposer des réformes pertinentes. Dans le même temps, nous avons mené des réflexions – actions pour la levée des réserves émises par le Mali. Aussi, nous avons lancé l'idée du « Code de protection de l'Enfant au Mali » et élaboré la première charpente de ce « Code » dans le cadre d'une expertise pour l'UNICEF-Mali. Nous avons présidé la commission nationale de rédaction du rapport qui a eu le prix d'excellence CIWARA et effectué plusieurs missions dans la sous-région.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:
(5 lignes)**

Nous n'avons pas encore publié de travaux.

En revanche nous avons produit plusieurs communications, réflexions, contributions et études sur le Droit de l'Enfant, son évolution, sa mise en oeuvre en égard aux différentes réalités nationales, internationales (culturelles, économiques, politiques etc...) et animé plusieurs conférences, séminaires au Mali et à l'Etranger